

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 13 (1985)

DOI: 10.11588/fr.1985.0.52562

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Appeasement-Bestrebungen auf Deutschland. Sowjetrußland verharrte in der Isolation, und die Zukunft der ost- und südosteuropäischen Staaten, der »lands in between«, blieb ungewiß. Die meisten Europäer hatten die eigentliche Botschaft der Genua-Konferenz noch nicht erfaßt: daß der Begriff »the lands in between« nach dem Weltkrieg besser auf ganz Europa zwischen den Vereinigten Staaten und dem revolutionären Rußland zutrifft. Genua warf zum ersten Mal die Frage der »friedlichen Koexistenz« auf, die auch in Gegenwart und Zukunft stets von neuem beantwortet werden muß. Finks Buch enthält deshalb durchaus aktuelle Lehren und es hilft den heutigen Europäern, eine versäumte Gelegenheit ihrer gemeinsamen Vergangenheit zu verstehen.

Jürgen HEIDEKING, Tübingen

Irmgard GRÜNEWALD, *Die Elsaß-Lothringer im Reich 1918–1933*, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 1984, VIII–295 p. (Europäische Hochschulschriften, Reihe III: Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 232).

La défaite et les remaniements territoriaux de 1919/1921 ont provoqué un afflux de réfugiés dans le Reich allemand, dont près de 150 000 Alsaciens-Lorrains. Dans sa dissertation, soutenue à Karlsruhe en 1983, I. Grünewald étudie les circonstances et les conditions du départ de ces Alsaciens-Lorrains, à la suite de mesures d'expulsion ou de leur plein gré. Surtout, elle suit leur action dans le Reich à travers trois organisations qu'ils ont créées pour défendre leurs intérêts et leur point de vue sur l'Alsace-Lorraine. C'est la partie la plus intéressante et la plus neuve de ce travail. Fondé en décembre 1918, le *Hilfsbund für die vertriebenen Elsaß-Lothringer im Reich* a d'abord pour but de faciliter l'accueil des réfugiés et leur installation en Allemagne. Puis, comme les autres associations de réfugiés, il se préoccupe d'obtenir un dédommagement public pour les dommages subis. Le traité de Versailles prévoyait explicitement l'indemnisation par l'Allemagne des biens allemands mis sous séquestre et liquidés après 1918. L'auteur constate que les indemnisations obtenues ont été peu satisfaisantes pour plusieurs raisons: les difficultés financières du Reich, le souci du gouvernement de ne pas encourager l'émigration allemande des territoires perdus à l'Est par des mesures d'indemnisation trop généreuses, et, surtout, l'inflation de 1922/1923. Le Hilfsbund a créé plusieurs organes de presse, les *Elsaß-Lothringische Mitteilungen*, afin de maintenir le contact entre les émigrés, et les *Elsaß-Lothringische Nachrichten*, destinés à la presse allemande et étrangère. L'auteur note qu'il n'a pas su se faire entendre de l'opinion publique allemande et a, finalement, eu très peu d'influence sur la législation des indemnisations. Le Hilfsbund a également lancé des sociétés d'entraide pour ses membres, la »Neue Heimat«, une société de lotissement qui disparaît en 1924, une centrale d'achat et une caisse de prêts qui disparaissent en 1923. Le Hilfsbund est à l'origine d'une création plus durable, le *Wissenschaftliches Institut der Elsaß-Lothringer im Reich*, lancé en 1920, afin de créer une bibliothèque d'alsatiques et un centre de recherche et de publication sur l'Alsace-Lorraine. L'auteur décrit rapidement les activités et le financement, essentiellement public, de cet organisme. I. Grünewald insiste sur le fait que ces deux organismes, Hilfsbund et Institut de Francfort, se sont abstenus de toute action de propagande contre la France.

Il n'en est pas de même d'un troisième organisme, l'*Alt-Elsaß-Lothringische Vereinigung*, fondé sous l'impulsion de Robert Ernst. L'auteur apporte quelques précisions sur l'action, déjà bien connue, de Robert Ernst qui est bien introduit dans les milieux du *Deutscher Schutzbund*, et trouve un soutien actif dans l'Alsacien-Lorrain Adolf Goetz, directeur de l'Abteilung Elsaß-Lothringen au R. M. I. de 1919 à 1924. Le but de l'association, fondée en 1924, est de favoriser le maintien de la culture allemande en Alsace-Lorraine, de renforcer la communauté de culture entre l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne et d'éveiller l'intérêt des Allemands pour la lutte des Alsaciens-Lorrains en faveur de leur »Volkstum«. Les dirigeants de l'association entretiennent

un réseau de correspondants en Alsace-Lorraine qui leur permet de suivre l'évolution de la situation politique. Ils trouvent un financement privé pour la création de la *Zukunft* qui va exploiter sur le plan politique et culturel le mouvement de protestation contre la politique anticléricale annoncée par Ed. Herriot en juin 1924. Ce sont eux aussi qui obtiennent, fin 1925-début 1926, des fonds de l'Auswärtiges Amt pour soutenir le mouvement autonomiste en Alsace-Lorraine par un vaste programme culturel et politique.

Après ce bref résumé, retenons deux points qui nous semblent particulièrement intéressants dans cet ouvrage. L'auteur souligne avec beaucoup de force que les Alsaciens-Lorrains du Reich ne sont pas un groupe homogène. La division, ou même l'opposition, entre «Altdeutsche» et «Alt-Elsaß-Lothringer», qui constituait un des clivages de l'ancien *Reichsland*, se retrouve au sein de l'émigration. Alors que les «Altdeutsche» ont cherché à s'intégrer le plus rapidement possible dans la vie du Reich, en défendant leurs intérêts matériels, les «Alt-Elsaß-Lothringer» ont, dès l'origine, voulu défendre le droit des Alsaciens-Lorrains à l'autodétermination, en soutenant le «Deutschtum» et le mouvement autonomiste. L'auteur note aussi que les «Alt-Elsaß-Lothringer», de loin les moins nombreux, sont pour l'essentiel des fonctionnaires, des enseignants et des pasteurs, qui n'ont pas eu de très graves problèmes matériels à leur arrivée en Allemagne. Ces «Alt-Elsaß-Lothringer» ont très vite prétendu représenter seuls les intérêts des Alsaciens-Lorrains face à un Hilfsbund et à un Institut jugés trop timorés. I. Grünwald s'efforce aussi de répondre à une question particulièrement délicate. Pourquoi l'Auswärtiges Amt, et donc Stresemann, ont-ils consenti à subventionner le mouvement autonomiste alsacien après la signature des accords de Locarno, alors qu'ils s'y étaient refusés auparavant? Elle propose trois éléments de réponse, en dehors du fait que Stresemann, en tant que patriote, était convaincu de la nécessité de maintenir une communauté de culture avec l'Alsace-Lorraine. Face aux difficultés qu'il rencontrait pour faire ratifier le pacte rhénan, Stresemann a voulu s'assurer le soutien des Alsaciens-Lorrains du Reich en leur accordant les subsides qu'ils demandent. Par ailleurs, Stresemann voit dans l'autonomisme alsacien un moyen de pression sur la France, afin de l'amener à être plus accommodante dans la révision de Versailles. Enfin, en 1928, les subventions accordées aux Alsaciens-Lorrains font partie d'un plan plus général qui vise à combattre Poincaré lors de la campagne électorale. Après le succès de Poincaré, Stresemann se décide à négocier avec le Lorrain, ce qui mènera au plan Young et à l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Stresemann diminue alors considérablement les fonds accordés aux Alsaciens-Lorrains.

L'ouvrage ne répond pas à toutes les questions que peut se poser le lecteur, en particulier sur les modalités précises des transferts de fonds en Alsace-Lorraine et sur les aides d'origine privée. Cela tient au fait que les archives des trois organisations ont été détruites et que l'auteur a dû pallier cette absence par l'utilisation des archives publiques et de quelques *Nachlässe* (Kapp, Gerland, Ehrhard), eux-mêmes relativement rares. L'auteur n'a pas eu accès aux fonds du «Zentral-Staatsarchiv» de Potsdam. Le dépouillement bibliographique exhaustif ne peut remédier à ces lacunes et l'on peut penser que bien des questions resteront sans réponse. Qu'on nous permette, pour terminer, de regretter que les notes ne soient pas placées en bas des pages, mais renvoyées en fin d'ouvrage, ce qui malheureusement est de plus en plus fréquent, mais ne facilite pas la lecture. On peut aussi regretter que l'auteur n'ait pas jugé utile d'ajouter un index des noms de personnes.

Christian BAECHLER, Strasbourg